



Assemblée générale

CPSD/546

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Quatrième Commission

21^e séance – après-midi

QUATRIÈME COMMISSION: LA QUESTION DES RÉFUGIÉS PALESTINIENS RESTE AU CŒUR

DES EFFORTS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT,

AFFIRME M. FILIPPO GRANDI, COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE L'UNRWA

Les délégations saluent les efforts inlassables de l'UNRWA

en faveur des réfugiés palestiniens en dépit d'une situation financière précaire

Cet après-midi, le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), M. Filippo Grandi, a présenté devant la Quatrième Commission le rapport d'activités de l'Office, de ses priorités par secteur d'activité, de sa situation financière précaire, et des difficultés qui en résultent. Il s'agissait de la dernière présentation de M. Grandi en tant que Commissaire général, son mandat de quatre ans prenant fin prochainement.

M. Grandi a mis l'accent sur le fait que 64 ans après la création de l'Office, qui s'occupe aujourd'hui de plus de 5 millions de personnes, la question des réfugiés palestiniens restait au cœur des efforts de paix au Moyen-Orient. Le conflit israélo-palestinien est devenu, selon lui, le symbole contemporain de toute la difficulté de parvenir à la paix, et du coût élevé de l'échec.

« La triste vérité est que la vulnérabilité et les besoins en termes de protection des réfugiés palestiniens ont augmenté de manière alarmante au cours des dernières années et dans les cinq secteurs d'activité de l'UNRWA », a regretté le Commissaire général, avant d'exiger de la part de la communauté internationale d'assurer la sécurité humaine, la stabilité et la protection de ces personnes. Cela suppose que l'Office soit financé et soutenu en fonction, a-t-il poursuivi, précisant que si l'Office a réussi à maintenir ses services de base comme l'éducation et la santé, les besoins humanitaires n'ont en revanche pas toujours pu être satisfaits, suite aux besoins financiers additionnels créés par la crise syrienne.

Abordant la situation en Syrie, et son impact sur les 550 000 réfugiés palestiniens qui y vivent, il a affirmé qu'ils sont pris dans le feu croisé du conflit, et que nombreux d'entre eux contactent aujourd'hui l'Office parce qu'ils ne sont plus autosuffisants. Face à la gravité de la situation, M. Grandi a dénoncé les difficultés d'accès des organisations humanitaires à ces civils, et les risques croissants auxquels le personnel humanitaire est exposé. L'Office a perdu huit membres de son personnel et 19 sont portés disparus, a regretté M. Grandi, qui a également dénoncé les attaques visant les installations de l'UNRWA en Syrie.

L'Office est confronté à une crise financière sévère, avec des ressources insuffisantes dans son Fonds général pour financer convenablement ses services de base. Aujourd'hui l'Office affiche un déficit de 48 millions de dollars dans son Fonds général qui, s'il n'est pas couvert, signifie que les salaires de son personnel ne pourront pas être versés en décembre. Il a assuré que l'UNRWA avait, d'ores et déjà, mis en place des mesures d'austérité qui ont permis de réduire les coûts de manière substantielle l'année dernière. Parallèlement, l'Office ne ménage aucun effort pour élargir sa base de donateurs au-delà des donateurs traditionnels que sont les États-Unis, l'Union européenne, la Norvège, le Japon, la Suisse et l'Australie, et qui représentent 90% du financement de ses programmes de base, a-t-il précisé.

« Tout au long de mon passage à l'UNRWA je n'ai cessé d'être frappé par l'esprit, la résilience et la détermination du peuple palestinien. Ces qualités doivent trouver leur expression dans un État palestinien, qui vit en paix et en sécurité avec ses voisins », a conclu M. Grandi en affirmant que cela passait par une solution durable et juste de la question des réfugiés dans le cadre d'une paix négociée.

Après un échange de vues avec le Commissaire général de l'UNRWA, la Commission a entamé son débat général sur la situation de l'UNRWA et des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient. Les délégations de Palestine, de l'Iran, au nom du Mouvement des non-alignés, de l'Union européenne, de l'Islande, du Guatemala, de l'Afrique du Sud, du Sénégal, de la République arabe syrienne, du Liban, de la Suisse, de la Tunisie et de Cuba sont intervenues pour saluer les efforts déployés par l'UNRWA afin de soulager les souffrances des réfugiés palestiniens et d'améliorer leur condition socioéconomique. Elles ont cependant souligné la précarité financière de l'UNRWA et le manque de contributions à son budget.

La Commission a en outre été saisie du rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA, présenté par son Rapporteur, Mme Meena Syed, de la Norvège.

En fin de séance, la délégation israélienne a exercé son droit de réponse.

La Quatrième Commission achèvera son débat sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient demain, jeudi 7 novembre, à 10 heures.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (A/68/13, A/68/13/ADD.1, A/68/388, A/68/347, A/68/343 ET A/68/335)

Déclaration liminaire du Commissaire général de l'UNRWA (A/68/13 et A/68/13/Add.1)

M. FILIPPO GRANDI, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a dans son rapport à la Commission mis l'accent sur le fait que 64 ans après la création de l'Office, qui s'occupe aujourd'hui de plus de 5 millions de personnes, la question des réfugiés palestiniens restait au cœur des efforts de paix au Moyen-Orient. Le conflit israélo-palestinien est devenu, selon lui, le symbole contemporain de toute la difficulté de parvenir à la paix, et du coût élevé de l'échec.

Aujourd'hui plus de la moitié des réfugiés palestiniens subissent toujours l'occupation israélienne dans le territoire palestinien, et d'autres sont frappés de plein fouet par la violence du conflit syrien, et font intégralement partie de l'une des plus grandes tragédies des temps modernes de déplacements de population, a souligné M. Grandi. « La triste vérité est que la vulnérabilité et les besoins en termes de protection des réfugiés palestiniens ont augmenté de manière alarmante au cours des dernières années et dans les cinq secteurs d'activité de l'UNRWA », a dénoncé le Commissaire général, avant d'exiger de la part de la communauté internationale d'assurer la sécurité humaine, la stabilité et la protection de ces personnes. Cela suppose que l'Office soit financé et soutenu en fonction, a-t-il poursuivi. M. Grandi a précisé que, si l'Office a réussi à maintenir ses services de base comme l'éducation et la santé, les besoins humanitaires n'ont en revanche pas toujours pu être satisfaits, suite aux besoins financiers additionnels créés par la crise syrienne.

À la question de savoir s'il y avait des raisons d'espérer, il a estimé qu'il y avait de nouvelles opportunités qui se profilaient avec la reprise du processus de paix au Moyen-Orient. Toutefois, même si c'est un moment de promesses, c'est aussi un moment de grandes incertitudes qui alimentent la frustration des réfugiés palestiniens, a-t-il expliqué, en particulier celle des jeunes qui représentent près du tiers de cette population.

Même si la Syrie est la principale préoccupation, M. Grandi a tenu à attirer l'attention sur la situation toujours très difficile à Gaza. « L'économie y est moribonde avec une exacerbation de la situation suite à la récente fermeture de tunnels par lesquels transitaient les biens de première nécessité », et le nombre de ménages touchés par l'insécurité alimentaire y est passé de 44% à 57% l'année dernière. Qui plus est, aujourd'hui 70% des réfugiés palestiniens dépendent de l'aide humanitaire alors qu'ils ne représentaient que 10% en 2000, a encore précisé le Commissaire général, qui a également dénoncé les effets néfastes du blocus illégal de Gaza et le fait que 5 jeunes sur 6 entre 16 et 28 ans sont au chômage. Face à ces défis croissants, l'Office n'est plus en

mesure de financer pleinement ses travaux à Gaza et M. Grandi craint que d'ici à 2020 l'infrastructure, l'eau et l'énergie seront insuffisantes pour satisfaire les besoins des populations locales. Il a également fait état de l'escalade de la violence à Gaza depuis novembre dernier et lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle en vienne à bout. Le Commissaire général a ensuite passé en revue la dégradation de la situation en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est.

Abordant la situation en Syrie, et son impact sur les 550 000 réfugiés palestiniens qui y vivent, il a affirmé qu'ils sont pris dans le feu croisé du conflit, et que nombreux d'entre eux contactent aujourd'hui l'Office parce qu'ils ne sont plus autosuffisants. Des milliers de réfugiés palestiniens cherchent refuge, aux côtés de civils syriens, dans les écoles et autres installations de l'Office et 6 des 12 camps de réfugiés en Syrie sont devenus des champs de bataille. Face à la gravité de la situation, M. Grandi en a appelé à la communauté internationale pour exiger des autorités syriennes et de toutes les autres parties concernées, d'accorder aux civils palestiniens la protection à laquelle ils ont droit. Il a également dénoncé les difficultés d'accès des organisations humanitaires à ces civils, et les risques croissants auxquels le personnel humanitaire est exposé. L'Office a perdu 8 membres de son personnel et 19 sont toujours portés disparus, a regretté M. Grandi, qui a également dénoncé les attaques visant les installations de l'UNRWA en Syrie. Cette crise a créé des besoins supplémentaires considérables que l'Office s'efforce de satisfaire de son mieux. « C'est la raison pour laquelle votre soutien est crucial », a lancé le Commissaire général aux États Membres, avant de remercier ceux d'entre eux qui avaient financé les appels d'urgence pour les activités de l'Office en Syrie. Soixante trois pour cent de ces besoins pour 2013, soit 290 millions de dollars, ont été financés à ce stade, a indiqué le Commissaire général qui a averti que ces besoins n'allaient pas baisser en 2014, prévoyant même une augmentation de l'ordre de 25% dans les besoins de financement de l'Office.

À ce jour, de nombreux réfugiés palestiniens de Syrie ont pris la fuite. Avec 49 000 au Liban, 9 600 en Jordanie et 6 000 en Égypte et beaucoup cherchant à trouver asile en Europe, M. Grandi a décrit les difficultés rencontrées dans les camps de réfugiés de ces pays qui étaient déjà surpeuplés. Qui plus est, avec l'afflux massif au Liban, aucune mesure juridique n'a pu être prise cette année pour améliorer les opportunités des réfugiés palestiniens qui y vivent.

La Jordanie est aujourd'hui le terrain le plus stable des opérations de l'Office, alors même qu'elle accueille le plus grand nombre de réfugiés palestiniens, a noté le Commissaire général. Tout en remerciant le Gouvernement jordanien pour son accueil, il l'exhorté à accorder temporairement un accès aux Palestiniens qui fuient la Syrie pour des raisons humanitaires. Pour sa part, l'Office reste déterminé à venir en aide à ces personnes, en coordination avec le Gouvernement jordanien, a souligné le Commissaire général.

Il ressort de mon exposé que la vulnérabilité des réfugiés palestiniens est en augmentation constante, et avec elle leurs craintes de marginalisation et d'abandon, d'autant plus que des ressources humanitaires sont détournées ailleurs, a noté M. Grandi. L'Office fait face à une crise financière sévère, avec des ressources insuffisantes dans son Fonds général pour financer convenablement ses services de base. Aujourd'hui l'Office a un déficit de 48 millions de dollars dans son Fonds général, qui, s'il n'est pas couvert, signifie que les salaires de son personnel ne pourront pas être versés en décembre. Il a assuré que l'UNRWA avait d'ores et déjà mis en place des mesures d'austérité qui ont permis de réduire les coûts de manière substantielle l'année dernière. Parallèlement, l'Office ne ménage aucun effort pour élargir sa base de donateurs au-delà des donateurs traditionnels que sont les États-Unis, l'Union européenne, la Norvège, le Japon, la Suisse et l'Australie, et qui représentent 90% du financement de ses programmes de base. M. Grandi a fait état de quelques progrès dans ce domaine avec des contributions substantielles du Brésil et de la Turquie. Il attend toutefois la concrétisation du soutien des pays arabes à hauteur de 7,8% du budget de l'Office. Ces pays ont été sollicités, le 26 septembre dernier, lors de la réunion ministérielle conjointe entre le Secrétaire général des Nations Unies et le Secrétaire général de la Ligue arabe. Leur soutien financier est critique à ce stade, a-t-il réaffirmé, avant de remercier l'Arabie saoudite qui est aujourd'hui l'un des principaux donateurs pour les projets spéciaux de l'Office.

La stratégie à moyen terme 2016-2021, actuellement élaborée par l'Office, a pour objectif d'accroître son efficacité dans la lutte contre la pauvreté, et non pas de réduire ses services, a souligné le Commissaire général, qui s'exprimait probablement pour la dernière fois devant la Quatrième Commission après quatre ans à la tête de l'Office. Il est heureux de pouvoir transmettre à son successeur une organisation qui a connu des transformations positives et où le programme de réforme va de bon train. « Tout au long de mon passage à l'UNRWA je n'ai cessé d'être frappé par l'esprit, la résilience et la détermination du peuple palestinien. Ces qualités doivent trouver leur expression dans un État palestinien, qui vit en paix et en sécurité avec ses voisins »,

a déclaré M. Grandi avant d'affirmer que cela passait par une solution durable et juste à la question des réfugiés dans le cadre d'une paix négociée.

Débat interactif

La délégation palestinienne a relevé que le budget-cadre de l'UNRWA enregistrait un déficit de 40 millions de dollars et qu'il n'existait pas de solution simple pour faire face à ces difficultés. Quelles mesures sont-elles prises pour financer l'Office de façon appropriée? s'est interrogé le représentant de la Palestine. En outre, il s'est demandé quelles mesures devraient être adoptées pour alléger le blocus imposé à la bande de Gaza et renforcer le travail sur le terrain de l'UNRWA.

Le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a relevé qu'il manquait environ 48 millions de dollars et que les plus grands donateurs s'étaient engagés à contribuer à hauteur de 7,8% des principaux programmes de l'UNRWA. Bien que cela représente des montants importants, cela reste insuffisant, a-t-il affirmé. Il a indiqué avoir sensibilisé un grand nombre de pays à l'importance de financer convenablement l'Office, insistant sur la nécessité de poursuivre le travail en cours. Le Commissaire général a, de même, appelé tous les contributeurs à renforcer leur soutien. Il a enfin évoqué les mesures discutées avec Israël au cours des trois dernières années pour alléger le blocus de Gaza, en vue de le lever au plus vite.

Débat général

Mme FEDA ABDELHADY-NASSER (Palestine) a réaffirmé la gratitude du peuple palestinien et du Gouvernement de l'État de Palestine envers l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui déploie d'importants efforts pour mener à bien sa mission humanitaire au service des réfugiés palestiniens, en dépit de l'un des environnements opérationnels les plus difficiles et des insuffisances budgétaires qui nuisent au travail de l'Office. L'engagement de la communauté internationale reste crucial dans l'attente d'une solution juste et conforme au droit international, a-t-elle ajouté, avant de rappeler que la résolution 194 (III) du 11 décembre 1948 affirme, entre autres, le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Aujourd'hui, les réfugiés palestiniens comptent plus de 5 millions de personnes et ils restent au cœur d'une solution globale de la question de la Palestine, a souligné la représentante, réaffirmant le droit de tous les Palestiniens déplacés et réfugiés à retourner chez eux et à recevoir des compensations. Mme Abdelhady-Nasser a en outre regretté qu'en dépit de la reprise des négociations, Israël poursuivait sa rhétorique rejetant les droits des réfugiés, afin de modifier artificiellement la situation démographique sur le terrain. En Palestine occupée, les communautés de réfugiés souffrent des conséquences des politiques israéliennes illégales, dont les déplacements forcés, les destructions de maisons, la construction de colonies, le blocus de Gaza, la construction du mur de séparation et les restrictions imposées aux droits des Palestiniens, a-t-elle indiqué.

La délégation palestinienne, a souligné la représentante, regrette les déficits financiers auxquels est confronté l'Office, qui a dû réduire l'aide consentie à plus de 21 000 familles de réfugiés vulnérables. Les réfugiés se trouvant à Gaza, où ils constituent les deux tiers de la population, souffrent de pauvreté, d'insécurité alimentaire, du chômage et des conséquences des attaques armées contre Gaza de 2008-2009 et de novembre 2012. Ces attaques militaires ont causé d'importantes pertes civiles et des graves dommages aux infrastructures, ainsi qu'à 77 bâtiments de l'UNRWA, a-t-elle relevé. En outre la reconstruction de Gaza est entravée par le blocus. Ces politiques illégales doivent cesser, a-t-elle déclaré, avant d'appeler Israël, en tant que Puissance occupante, à respecter l'ensemble de ses obligations juridiques, y compris au titre de la quatrième Convention de Genève, et à cesser de faire obstruction au travail humanitaire de l'UNRWA.

Par ailleurs, Mme Abdelhady-Nasser a relevé que le conflit tragique en Syrie a eu des conséquences sur l'ensemble des communautés de réfugiés palestiniens installés dans ce pays. Une fois de plus, les réfugiés ont été contraints à fuir, pour la plupart en direction du Liban et de la Jordanie. La Palestine, a déclaré la représentante, insiste sur la nécessité de maintenir la neutralité des camps et de protéger tous les civils.

L'UNRWA joue un rôle crucial et son travail améliore la vie des réfugiés, particulièrement s'agissant de l'éducation des enfants et de l'aide apportée aux plus vulnérables, a estimé Mme Abdelhady-Nasser, en saluant le Commissaire général Grandi et le personnel de l'Office. En conclusion, elle a réitéré son appel à la

communauté internationale de se montrer à la hauteur de ses responsabilités et de ses obligations au titre de la Charte, du droit international et des résolutions pertinentes de l'ONU.

M.GHOLAMHOSSEIN DEHGHANI (République islamique d'Iran, au nom de Mouvement des non-alignés, a exprimé la préoccupation du Mouvement quant à la situation catastrophique dans laquelle vivent 5 millions de réfugiés palestiniens, dans les territoires occupés et en particulier dans la bande de Gaza. Les raids aériens israéliens, la construction illégale de colonies et du mur de séparation, les démolitions de maisons, les points de contrôle, les restrictions ou encore les châtiments collectifs et la détention et l'emprisonnement de milliers de Palestiniens ne font qu'entraver l'exercice du mandat de l'UNRWA et ses activités. C'est pour cela que la communauté internationale doit faire cesser les pratiques illégales d'Israël et les violations des droits des Palestiniens, a estimé le représentant.

Citant le dernier rapport du Commissaire général de l'UNRWA, le représentant a souligné que l'économie de la bande de Gaza avait profondément souffert du blocus qui dure depuis six ans. Ce blocus a également des conséquences sur le plan social et humanitaire, a-t-il poursuivi, soulignant l'obligation d'Israël en tant que Puissance occupante de se conformer à la quatrième Convention de Genève et aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Le Mouvement des non-alignés, qui est préoccupé par le sort des réfugiés palestiniens en Syrie, l'est tout autant par la situation de déficit financier chronique de l'UNRWA. Dans ce contexte, et tout en reconnaissant les efforts de la communauté internationale, le Mouvement appelle les donateurs à contribuer davantage afin de combler l'écart entre besoins humanitaires et disponibilités de financement, a-t-il lancé.

M. IOANNIS VRILAS, au nom de l'Union européenne, a fait part de la profonde satisfaction de l'Union européenne avec le travail utile effectué par l'UNRWA dans ses cinq domaines d'opération. Alarmée par la situation en Syrie et ses répercussions sur les réfugiés palestiniens et le personnel de l'Office sur place, l'Union européenne dénonce en particulier les attaques armées qui visaient les camps de réfugiés. Elle est également préoccupée par l'impact de ce conflit sur les pays voisins, en particulier le Liban, où les capacités d'accueil des camps de réfugiés sont à leur limite. L'Union européenne exige que la Déclaration présidentielle sur la situation humanitaire en Syrie, qui a été adoptée par le Conseil de sécurité le 2 octobre dernier, soit pleinement appliquée par toutes les parties, a déclaré M. Vrailas, mettant l'accent sur certains points, notamment la nécessité de mettre un terme immédiat aux violations du droit humanitaire international et les abus des droits de l'homme, notamment en évitant les cibles civiles, ce qui inclut les infrastructures de l'UNRWA. Il a également souligné l'importance du principe de non-refoulement et le droit des réfugiés de retourner volontairement en Syrie. L'Union européenne encourage les pays voisins de la Syrie à protéger toute personne fuyant la violence en Syrie, y compris les Palestiniens, a-t-il précisé.

L'Union européenne, qui contribue à hauteur de 52% des contributions financières au budget ordinaire de l'UNRWA, est particulièrement préoccupée par sa situation financière qui, à ce stade, n'est pas viable, selon le représentant. Il a estimé que la stratégie à moyen terme de l'Office pour la période 2016-2021 représentait une opportunité d'étudier la question de la viabilité des opérations qui sont au cœur de son mandat et de la restriction des coûts, tout en fixant le cadre des futures décisions financières. À ce titre, il a reconnu que les mesures d'austérité et les ajustements des salaires ne seraient pas suffisants, et a encouragé l'Office à développer de nouveaux partenariats, en particulier dans le domaine de l'aide d'urgence et des services sociaux. Il a également estimé que les activités de base de l'Office devaient être financées par le Fonds général et les contributions des donateurs.

« Même si nous soutenons le mandat de l'UNRWA, nous ne pouvons pas faire face à ses problèmes financiers seuls », a affirmé le représentant de l'Union européenne, encourageant d'autres donateurs « à partager ce fardeau » car la mission de l'Office relevait d'une responsabilité collective.

Mme GRÉTA GUNNARSDÓTTIR (Islande) a observé qu'alors que la demande d'assistance humanitaire ne faisait que s'accroître dans la région du Moyen-Orient, avec la crise syrienne et ses conséquences humanitaires, la situation financière catastrophique de l'UNRWA continuait de se détériorer. C'est pour cela que la communauté internationale doit entreprendre toute action nécessaire pour assumer ses responsabilités envers les réfugiés, a-t-elle affirmé, précisant que le Gouvernement islandais appuyait fermement l'Office et se félicitait de l'annonce faite par la Ligue des États arabes d'une contribution à hauteur de 7,8% du budget régulier de l'Office.

Elle a également observé que les réfugiés palestiniens, qui sont la cible principale du mandat de l'UNRWA, étaient souvent oubliés hors du contexte de l'UNRWA. Il faut qu'ils soient partie intégrante du processus de paix en cours, a estimé la représentante, exprimant le vœu de voir changer sous peu la situation des 5 millions de réfugiés palestiniens.

Mme LINDA MASO (Afrique du Sud) a relevé que les conséquences des conflits actuels de ces dernières années ont touché les cinq zones d'activités de l'UNRWA. Les Palestiniens sont confrontés à une pléthore de difficultés quotidiennes en raison de l'incapacité de la communauté internationale à les libérer du joug de l'occupation. L'Afrique du Sud, a noté la représentante, reste préoccupée par le sort des réfugiés palestiniens touchés par le conflit syrien. Le manque de financement de l'Office a un impact direct sur sa capacité de répondre aux besoins des réfugiés, a-t-elle déploré, en relevant que les quatre objectifs assignés à l'UNRWA doivent être pleinement mis en œuvre. La communauté internationale doit poursuivre son appui financier au travail de l'UNRWA, a-t-elle affirmé.

La représentante a par ailleurs dénoncé la poursuite des restrictions imposées par les autorités israéliennes au mouvement du personnel de l'UNRWA, ainsi que le blocus de la bande de Gaza. Une solution juste et durable est nécessaire pour résoudre la question palestinienne, a poursuivi Mme Maso. Dans ce but, il est nécessaire de mettre un terme à la politique de colonisation poursuivie par Israël, a-t-elle conclu, exprimant l'espoir que la lutte pour l'autodétermination du peuple palestinien serait bientôt couronnée de succès.

M. MOTOHIDE YOSHIKAWA (Japon) a salué l'initiative des « Équipes de santé familiale » mise en place par l'UNRWA. Il a rappelé que la relation de son pays avec l'UNRWA remontait à 60 ans, trois ans avant l'accession de son pays aux Nations Unies. Le Japon fait partie des principaux donateurs de l'Office avec une contribution de 27 millions de dollars en 2012, a-t-il rappelé, avant d'annoncer qu'un montant important d'aide alimentaire serait alloué d'ici à la semaine prochaine. Cette aide sera utilisée pour l'achat de farine de blé et d'autres articles de première nécessité qui seront distribués à 300 000 réfugiés palestiniens qui vivent en Palestine, au Liban, en Syrie et en Jordanie a-t-il précisé.

Le Japon part du principe que toute aide aux Palestiniens, destinée à créer un environnement économique viable, contribue à faire avancer le processus de paix, a-t-il dit, en précisant que son pays avait lancé deux initiatives concrètes en ce sens cette année: d'une part le projet du « couloir pour la paix et la prospérité » qui vise à transformer, par le biais de la coopération régionale, une partie de la vallée du Jourdain en terres agricoles dont les produits seraient exportés par les Palestiniens, et, d'autre part, le projet de la Conférence de la coopération entre les pays d'Asie de l'Est pour le développement palestinien (CEAPAD). Lancée en février dernier à Tokyo, cette initiative est un processus de mobilisation et de partage des expériences économiques et des ressources de l'Asie de l'Est au profit du développement palestinien, a expliqué le représentant. Une réunion de suivi de promotion des relations d'affaires aura lieu en décembre prochain à Tokyo, suivie d'une autre de la CEAPAD l'année prochaine en Indonésie. Cette initiative devrait contribuer à l'élargissement de la base des donateurs de l'UNRWA, a-t-il indiqué.

M. CHARBEL WEHBI (Liban) a affirmé que les épurations ethniques ne devaient pas se répéter et les Nations Unies devaient faire respecter les principes proclamés par la Charte. Il est donc nécessaire d'œuvrer à une situation juste et durable à la question des réfugiés palestiniens, a-t-il déclaré, estimant que la reprise des négociations entre Israël et la Palestine constituait un pas positif qui doit viser à régler le conflit israélo-arabe de façon globale.

L'UNRWA joue un rôle crucial pour alléger le fardeau imposé aux réfugiés palestiniens, mais l'Office fait face à une situation difficile, a-t-il indiqué, en saluant le soutien des bailleurs de fonds. Par ailleurs, il a rappelé le droit au retour des réfugiés palestiniens, tel que proclamé par la résolution 194 (III) du 11 décembre 1948. En outre, les crises régionales ont eu des conséquences dramatiques pour les réfugiés palestiniens et elles aggravent l'instabilité de leur situation, a-t-il dit. Plus de 75 000 réfugiés palestiniens de Syrie sont déjà passés au Liban et l'UNRWA est confronté à des besoins croissants pour répondre aux défis humanitaires que cette situation provoque. « Le moment est venu de mettre un terme à l'occupation israélienne des terres palestiniennes et de permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination », a-t-il conclu.

M. IBRAHIM AL KHALIL (Sénégal) a, en tant que Président du Comité pour les droits inaliénables du peuple palestinien, estimé que le grand nombre de réfugiés palestiniens nécessitait la pérennisation et l'amélioration des prestations multiformes délivrées par les structures compétentes de l'UNRWA, dans les domaines éducatif et médical ainsi qu'en matière d'assistance sociale. Il a, à ce titre, salué l'implémentation de

la stratégie « Family Health Team » qui a permis selon lui de répondre de manière plus efficace aux besoins des réfugiés palestiniens en matière de soins, et notamment en ce qui concerne le traitement des maladies chroniques non transmissibles. Il a en outre salué la stratégie de réforme des structures éducatives mise en œuvre et répondant aux 8 objectifs que sont la formation des enseignants et l'autonomisation des écoles, l'évaluation des programmes et des élèves, l'éducation pour tous, l'éducation et les formations technique et professionnelle, l'administration et la gouvernance, la planification stratégique, la recherche et le développement et, la promotion des partenariats.

Le délégué a déploré que l'UNRWA soit soumis à des difficultés financières qui entravent l'ampleur et la portée de ses interventions. Ces difficultés ont notamment conduit l'Office à mettre un terme à l'aide octroyée à 21 000 familles de réfugiés installés à Gaza, a-t-il regretté. Devant cette situation, il a appelé à une solidarité internationale accrue, tout en se réjouissant de l'augmentation des contributions des donateurs traditionnels au Fonds général, qui sont passées de 90,7% en 2011, à 91,9% en 2012. Il a en outre tenu à exprimer sa préoccupation quant à la situation des réfugiés palestiniens en République arabe syrienne, depuis plus de 65 ans, qui subissent à son avis les répercussions des affrontements qui se déroulent dans le pays.

M. IHAB HAMED (République arabe syrienne) a rendu hommage aux efforts de l'UNRWA, mais regretté l'inaptitude continue de l'ONU à faire appliquer les résolutions pertinentes, ce qui encourage Israël à poursuivre sa politique d'occupation, a-t-il dit.

La délégation syrienne a fait valoir que les pays arabes qui accueillent les réfugiés palestiniens sont également des pays bailleurs de fonds, indiquant que son pays continuerait d'en accueillir et de leur fournir tous les types de services au même titre que les habitants syriens.

Le montant total dépensé par la Syrie pour les réfugiés palestiniens a atteint 121 millions de dollars pour la première moitié de cette année, en dépit des difficultés que son pays traverse et des sanctions dont elle est victime, a-t-il indiqué. De plus, a-t-il poursuivi, le mois dernier, le gouvernement a adopté une résolution en vertu de laquelle les réfugiés palestiniens pourraient rentrer en Syrie, au même titre que les ressortissants syriens, et avoir droit à des indemnisations.

Le représentant a par ailleurs précisé que les autorités de son pays avaient renforcé leur coopération avec l'UNRWA et a affirmé que son gouvernement avait fait d'importants efforts pour assurer la protection des réfugiés palestiniens, sinon le nombre des victimes parmi eux aurait été bien plus élevé. La Syrie a toujours essayé d'éviter toute tentative d'impliquer les réfugiés palestiniens dans les problématiques internes, a conclu le représentant, avant d'encourager l'UNRWA à poursuivre ses travaux.

M. STÉPHANE REY (Suisse) a salué les efforts et les résultats tangibles de l'UNRWA au service des réfugiés de Palestine. En dépit du contexte difficile et du manque de financement, les réformes entreprises ont prouvé leur efficacité et doivent être poursuivies, a-t-il ajouté. L'environnement régional où opère l'Office demeure extrêmement instable et s'est considérablement détérioré cette année. À cet égard, l'UNRWA joue un rôle fondamental pour répondre aux besoins croissants des réfugiés, mais sa précarité financière menace ses opérations, a-t-il poursuivi.

La Suisse, a relevé M. Rey, considère qu'il est essentiel de poursuivre des réformes ambitieuses et de faire en sorte qu'elles répondent de manière effective aux besoins de la lutte contre la pauvreté extrême touchant encore de nombreux réfugiés de Palestine et d'offrir des perspectives d'avenir à la jeunesse. Il est également nécessaire d'améliorer la capacité de l'UNRWA à répondre aux crises, y compris en matière de protection. Ces questions doivent être abordées dans le cadre de la nouvelle stratégie à moyen terme pour la période 2016-2021, a souligné le représentant.

Par ailleurs, mon pays constate avec grande préoccupation que la protection des droits fondamentaux des réfugiés de Palestine est menacée et que la réponse de la communauté internationale pour prévenir et remédier aux violations graves demeure inadéquate, a-t-il affirmé. Force est de constater que les violations systématiques du droit international humanitaire et des droits de l'homme se poursuivent en Cisjordanie, ainsi que dans la bande de Gaza, a regretté le représentant.

L'Office requiert plus que jamais des moyens adéquats et prévisibles pour répondre au mandat que les Nations Unies lui ont conféré. À cet égard, le sous-financement du Fonds général demeure préoccupant, a dit M. Rey, précisant que la Suisse avait augmenté de 10% sa contribution et s'engageait à financer l'UNRWA sur une base biannuelle pour augmenter la prévisibilité de ses ressources.

M. RIADH BEN SLIMAN (Tunisie) a mis l'accent sur les difficultés de l'Office qui sont liées au manque de ressources financières adéquates par rapport aux besoins croissants sur le terrain. De plus, les menaces que subissent les 500 000 réfugiés dans les camps en Syrie sont un défi supplémentaire et la Tunisie appelle toutes les parties à prendre les mesures qui s'imposent pour éviter des conséquences humanitaires graves et à respecter le droit international pour garantir leur protection, a-t-il déclaré.

Les pratiques suivies par les autorités israéliennes dans le territoire occupé sont, selon lui, le défi majeur auquel est confronté l'Office dans l'accomplissement de sa mission du fait de la situation dramatique sur les plans économique et social qu'elles engendrent sur le terrain. Pour sa délégation, la question des réfugiés demeure un élément essentiel et non dissociable de la question palestinienne. Fort de ce constat, le représentant a plaidé en faveur de leurs droits légitimes. Il a réitéré le soutien de la Tunisie à la reprise des négociations de paix israélo-palestiniennes et a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle soutienne davantage l'UNRWA en attendant une solution juste et durable à ce conflit.

M. OSCAR LEÓN GONZÁLEZ (Cuba) a estimé que l'UNRWA avait effectué un travail extraordinaire pour améliorer la situation des réfugiés palestiniens en dépit d'un environnement très difficile. Cuba, a-t-il ajouté, estime qu'il est injustifiable que le peuple palestinien continue de souffrir de l'occupation brutale de son territoire et de se voir nier ses droits fondamentaux, dont le droit à l'autodétermination. En outre, Cuba est préoccupée par la détérioration de la situation sociopolitique et économique des territoires palestiniens en raison des politiques d'Israël, Puissance occupante. L'expansion illégale et constante des colonies, et les violences commises contre la population palestinienne continuent d'aggraver la situation des Palestiniens qui est déjà alarmante, en particulier dans la bande de Gaza du fait du blocus imposé par Israël à ce territoire.

La population civile palestinienne, et en particulier les réfugiés, sont dans une situation humanitaire de plus en plus vulnérable, a-t-il affirmé, précisant que l'ampleur et la durée des restrictions imposées par Israël condamnaient les Palestiniens à vivre dans la pauvreté, l'insécurité et la dépendance à l'égard de l'aide internationale. Cuba, a déclaré son représentant, dénonce ces politiques inacceptables et appelle Israël à cesser sa politique de bouclage des territoires palestiniens. L'UNRWA est contraint à travailler dans des conditions extrêmement difficiles et les autorités israéliennes continuent d'imposer des restrictions inacceptables au regard de la Charte des Nations Unies, qui nuisent à la capacité de l'UNRWA d'exercer ses fonctions.

En outre, « il est inacceptable qu'Israël continue de violer les normes internationales en matière de protection des locaux et du personnel des Nations Unies », a estimé M. González, affirmant que plus de 77 bâtiments onusiens avaient fait l'objet d'attaques militaires israéliennes. En conclusion, le représentant cubain a déploré que les déficits budgétaires affectent non seulement la capacité de l'UNRWA de remplir sa mission, mais aussi son processus de réforme visant à opérer de façon plus efficace.

Droit de réponse

Le représentant d'Israël a exercé son droit de réponse sur la situation à Gaza. Il a indiqué qu'au cours des deux dernières années son pays avait approuvé plus de 260 projets et qu'une nouvelle conduite d'eau serait mise en place sous peu. De plus, Israël travaille en collaboration avec la Banque mondiale pour accroître les capacités de la centrale électrique de Gaza, a-t-il indiqué; toutefois, compte tenu de la découverte d'un tunnel en ciment entre Gaza et Israël qui était prévu, selon lui, à des fins terroristes, Israël a suspendu les approvisionnements en matériel de construction, a indiqué le représentant.

* * * * *